

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 02/03/2022 de l'établissement TIM implanté 177 AV LOUIS ROCHE 92230 GENNEVILLIERS, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Produits chimiques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004
article : 6.5 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Produits chimiques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004
article : 6.3 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Déchets - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004 article : 15 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Déchets - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004 : article : 16 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Rejets atmosphériques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004
article : 24 .3 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite



**PRÉFET
DES HAUTS-
DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des
Hauts-de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 01/04/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TIM

177 AV LOUIS ROCHE
92230 GENNEVILLIERS

n° Dossier : 33669

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2022 dans l'établissement TIM implanté 177 AV LOUIS ROCHE 92230 GENNEVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 21/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIM
- 177 AV LOUIS ROCHE 92230 GENNEVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0007402330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société TIM est une installation de rénovation de volets métalliques ou en bois par un procédé de traitement de surface principalement mécanique et thermique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Produits chimiques ;
- Déchets ;
- Rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 6.5	/	Lettre de suite préfectorale
Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 6.3	/	Lettre de suite préfectorale
Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 15	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 16	/	Lettre de suite préfectorale
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 24 .3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 14	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 14	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 15	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 39	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé quatre non-conformités relatives aux thématiques produits chimiques, déchets et rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 6.5
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire des produits chimiques dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant devra tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne tient pas à jour un inventaire des produits chimiques dangereux qu'il détient. Pour information, seules sont concernées les peintures. Le procédé de traitement des volets en bois ou métalliques ne nécessite pas d'autres produits chimiques mais des actions mécanique ou thermiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 6.3
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits – étiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant devra avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne dispose pas des fiches de données et de sécurité des produits chimiques dangereux qu'il possède. L'exploitant déclare se rendre sur le site internet du fabricant pour télécharger les documents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose des bordereaux de suivis de déchets dangereux qu'il élimine. Par exemple, les déchets de grenailage contenant des substances dangereuses sont traités par la société Nord déchets. Les boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses sont traitées par la société Cedre industrie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des déchets
Prescription contrôlée : Les différentes catégories de déchets produits par les installations seront dans la mesure du possible collectées séparément.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les déchets sont collectés séparément dans des grands sacs (bigbag) ou dans des fûts selon les déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés et manipulés, avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) ni de gêne (sonore notamment) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les déchets pulvérulents telle la poudre de zinc sont stockés dans des grands sacs (bigbag) fermés. Les poussières sont récupérées par gravité ou par aspiration. Les fûts sont recouverts d'un couvercle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, seront réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégés des eaux de pluie.
Constats : L'inspection des installations classées constate qu'un fût contenant de la peinture n'était pas positionné sur une cuvette de rétention. C'est d'autant plus dommage qu'une cuvette était disponible à proximité immédiate du fût.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets banals
Prescription contrôlée : Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants pourront être récupérés, valorisés, ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères. Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballages seront la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie, conformément au décret N°94-609 du 13 Juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Les emballages vides ayant contenu des matières dangereuses seront renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est effectif. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils seront éliminés comme des déchets spéciaux conformément à la condition 17.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les déchets banals sont stockés dans des bennes à ordures ménagères prévues à cet effet. L'inspection demande à l'exploitant de préciser comment sont traités ces déchets banals et le devenir des déchets d'emballages et les emballages vides ayant contenu des matières dangereuses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 24 .3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Un contrôle des émissions atmosphériques sera réalisé au moins une fois tous les 2 ans sur chaque rejet canalisé par un organisme compétent et selon les méthodes normalisées en vigueur
Constats : Contrairement à l'article 24.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/07/04, l'inspection des installations classées constate que la dernière analyse des émissions atmosphériques remonte à 2015 alors que l'arrêté préfectoral exige une fréquence tous les deux ans. Cependant, l'exploitant a présenté à l'inspection un devis signé pour la réalisation des mesures au cours du mois d'avril 2022. L'exploitant devra transmettre les conclusions de cette analyse à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2004, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de coupure
Prescription contrôlée : Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en gaz. Ce dispositif clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances - à l'extérieur et en aval du poste de livraison. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état et comporte une indication du sens de la manœuvre.
Constats : L'inspection des installations classées constate qu'un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit est placé à l'extérieur des bâtiments et permet d'interrompre l'alimentation en gaz. Ce dispositif repéré et un schéma de fonctionnement du sens de manoeuvre figure dessus. L'inspection demande à l'exploitant de refaire cet affichage qui n'est pas suffisamment lisible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet